Myriam Revault d'Allonnes

L'ESPRIT DU MACRONISME

ou l'art de dévoyer les concepts



Les mirages du président philosophe

Seuil

L'ESPRIT DU MACRONISME
ou l'art de dévoyer les concepts

MYRIAM REVAULT D'ALLONNES

L'ESPRIT DU MACRONISME

ou l'art de dévoyer les concepts

ÉDITIONS DU SEUIL
*57, rue Gaston-Tessier, Paris XIXe*

ISBN 978-2-02-146510-5

© Éditions du Seuil, janvier 2021

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

AVANT-PROPOS

À quelles conditions un monde commun est-il possible ? Comment l'habiter ? Ces questions, je n'ai jamais cessé de me les poser. Elles ne portent pas seulement sur les systèmes politiques, le fonctionnement des institutions, les modes d'organisation du pouvoir, si fondamental que ce soit. Elles touchent à l'épaisseur du social, aux expériences, aux manières de dire et de faire, aux affects, aux relations intersubjectives. À tout ce qui sous-tend et excède à la fois la mise en forme d'un ordre social et politique. On peut désigner ce projet, si l'on veut, comme un projet « anthropologique » ou d'« anthropologie politique ».

C'est ainsi que j'ai voulu aborder cet objet insaisissable qu'est le « macronisme », son discours, ses équivoques, son art de gouverner, son rapport à l'époque. Non pas tant sa doctrine que son adhérence à l'esprit du temps. Dans quel univers mental s'inscrit-il ? À quel style de vie (*way of life*) renvoie-t-il ? En bref, quel est le cadre de sa rationalité anthropologique et politique[1] ?

1. C'est dans cette perspective que j'avais abordé, dans *L'Homme compassionnel* (Paris, Seuil, 2008), l'horizon de sens de la politique « compassionnelle » et son rapport avec un certain exercice du pouvoir démocratique.

Parler d'« esprit » du macronisme, c'est évidemment se référer à ces deux grandes inspirations que sont *De l'esprit des lois* de Montesquieu et *L'Esprit du capitalisme* de Max Weber. Ces deux ouvrages semblent se situer à des années-lumière l'un de l'autre. Ils ont pourtant en commun de s'intéresser à l'*ethos* qui soutient les systèmes politiques et économiques. Montesquieu veut rendre compte des institutions humaines dans leur ensemble, de leur histoire, de leur sens, de leur contexte physique, social, culturel. Les formes de gouvernement (leur « nature ») sont en liaison étroite avec les mœurs et les manières et surtout avec les passions fondamentales qui assurent leur durée et leur permanence : ils en sont les « principes » moteurs. Toute mise en forme organisationnelle d'un système politique s'entrelace à un style de vie, à des modes de relation entre les individus, à des dispositions subjectives, à des affects individuels et collectifs.

Quant à Max Weber, il voit dans l'« esprit » du capitalisme naissant un *ethos* qui incite à l'action et induit certains modes de comportement. Le capitalisme, avec toutes les données culturelles qui l'accompagnent, entretient avec l'éthique calviniste une profonde connivence. Sa rationalité spécifique (économique) rencontre les conduites qui valorisent la discipline morale, exaltent la « besogne » et font du travail productif et de la poursuite du gain une tâche au service de la plus grande gloire de Dieu. La compréhension wébérienne mobilise ainsi des « parentés de choix » ou des « affinités électives » entre les divers ordres du réel : dans ce cas précis, entre un style de vie marqué du sceau de l'ascétisme et le capitalisme naissant. Même si cette origine s'est ensuite perdue au cours du développement du capitalisme, ce dernier a

émergé en rapport avec une certaine conduite rationnelle de la vie[1].

Plus généralement, Weber insiste constamment sur les dispositions et les conduites de vie qui constituent un certain « type d'homme » et qui accompagnent les formations économiques, sociales et politiques. L'exercice de la domination requiert toujours d'influencer les « dominés » et de faire en sorte que ceux qui y consentent agissent comme s'ils faisaient de l'ordre qui leur est donné la maxime de leur conduite. Weber intègre l'élément de la subjectivation tant du côté des « dominants » (qui exercent une requête de légitimité et sont en attente de sa satisfaction) que du côté des « dominés » (qui vont répondre d'une manière ou d'une autre à cette demande). Le pouvoir est une relation qui ne se réduit pas au strict rapport commandement/obéissance : il se joue dans un réseau de relations réciproques qui engagent la liberté des sujets ou, si l'on préfère, l'entrelacs qu'est le jeu commun des libertés.

Tout le problème est de savoir ce qu'on entend par un (ou des) sujet(s) libre(s). Avec la modernité, la notion de « liberté » a pris un sens inédit : elle n'est plus, comme chez les Anciens, le privilège du citoyen, elle ne se résume pas non plus à la liberté intérieure et au libre arbitre, elle n'est pas une faculté humaine parmi d'autres. Elle devient un commencement et un principe. C'est l'homme en tant que

1. Ce concept d'« esprit du capitalisme » a été repris par Ève Chiapello et Luc Boltanski dans leur ouvrage *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999, rééd. coll. « Tel », 2011, avec une postface inédite des auteurs. Ceux-ci s'interrogent sur la façon dont les justifications et les croyances et plus généralement l'adhésion à un certain style de vie soutiennent l'ordre capitaliste. Pouvoir donner un « sens » à son action est, chez tous les salariés, une composante essentielle de l'implication au travail.

tel qui est libre et cette nouvelle représentation de la liberté n'est pas seulement une donnée théorique ou philosophique. Elle marque un bouleversement anthropologique et politique : l'homme moderne se pense et s'affirme désormais comme source de ses représentations et de ses actes, comme leur fondement et leur auteur. Récusant l'hétéronomie, à savoir la dépendance à l'égard d'une norme qui s'impose de l'extérieur, la modernité fait advenir la liberté comme « autonomie ».

Or de cette idée, la pensée morale et politique moderne a donné plusieurs lectures. La première a lié l'exigence d'autonomie à son inscription dans un monde commun. Entendons par là que l'individu ne devient véritablement autonome que dans l'obéissance à une loi qu'il s'est prescrite, dans des relations aux autres, dans un agir-ensemble médiatisé par des institutions. L'autonomie n'est pas une liberté sans règles mais le consentement à des règles librement acceptées. Pourtant le chemin qui y mène est problématique. Il n'est nullement tracé à l'avance et son devenir est habité par l'incertitude.

Le primat de l'individu installé par la modernité en posture de fondement a induit une autre interprétation. Elle a privilégié l'in-dépendance comme valeur suprême dans un monde où les individus ont avant tout le souci d'eux-mêmes et se pensent à la fois, dans une perspective quasi monadique, comme source de leurs actes et déliés de toute obligation irrévocable à l'égard de la société. L'émancipation consiste alors à s'arracher au poids du passé, de la tradition, à se libérer des « entraves » et à considérer avant tout la liberté humaine comme celle d'un être non social ou plutôt *ante*-social. Comme si l'individu était porteur de droits préalables – et des pouvoirs liés à ces droits – avant d'être soumis à des devoirs, autrement dit avant l'intervention de